

## Lettre n°59

### Déglobalisation. L'aspect économique, entre souci d'indépendance et dépendances mutuelles.

« *Il y a dans les démocraties une force qui se renouvelle au lieu que les dictatures épuisent leur force* ».  
*Bergson.*

Politiquement, on le verra dans la Lettre 60, des blocs se forment, des oppositions se cristallisent mais économiquement, même si les grandes économies ont une faible exposition aux échanges extérieurs, autour de 15% du PIB, par exemple, pour les Etats-Unis, les dépendances sont mutuelles.

Les entreprises évoquent de possibles relocalisations mais redoutent une division du monde en blocs, s'inquiètent de mesures protectionnistes et, au-delà des objurgations des hommes politiques sont conscientes des multiples obstacles aux relocalisations : la difficulté parfois à trouver de la main d'œuvre qualifiée, les coûts, le risque de se fermer d'attractifs marchés en Chine, le manque de visibilité pour investir dans un marché, un jour ouvert, le lendemain fermé.

Pour mieux comprendre les enjeux, on analysera quatre points : d'une part, on rappellera que la contestation de la globalisation ne date pas d'aujourd'hui. Ensuite, on débatera de la Chine comme pivot du commerce international avec ses forces et ses fragilités. Également, on évaluera les politiques des pays occidentaux pour maintenir leur prééminence. Enfin, on montrera à quel point les dépendances entre les blocs, entre les différentes régions du monde sont mutuelles.

**La contestation de la globalisation ne date pas d'aujourd'hui** : 4 points ressortent.

- Souvenons-nous, à l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce, de l'échec des négociations de Doha pour renforcer la libéralisation des échanges. Initiées en 2001, les discussions n'ont pas abouti.
- Observons depuis lors, la multiplication des accords régionaux. Une pratique, usitée notamment par les Britanniques depuis le Brexit.
- Constatons depuis la crise de 2008 de vifs débats sur les coûts, en termes d'emplois, des délocalisations industrielles réalisées par les pays occidentaux et n'ignorons pas, la montée des mouvements populistes, l'élection d'un Donald Trump, avocat de mesures de protection contre la Chine, ou le vote en faveur du Brexit.

L'appel à la « déglobalisation » a deux causes : l'une est la montée du populisme dans les démocraties, alimenté en partie par le reproche fait à la globalisation d'une aggravation des inégalités ; l'autre les tensions géopolitiques entre les Etats-Unis, la Chine et la Russie.

- Selon les chiffres de la **Banque mondiale**, le pic de la globalisation serait passé, les échanges internationaux, en pourcentage du PIB mondial, sont passés de 26% en 1986 à 51% en 2008 avant de retomber à 42% en 2021. En fait, l'idée d'un pic en 2008 est contestable car les échanges portent beaucoup sur des produits industriels et, au fur et à mesure du développement d'un pays, l'industrie est supplantée par les services.

En outre, signe de la poursuite de la mondialisation, les flux d'IDE dans le monde, ont, selon la CNUCED, atteint un plus haut de \$1650 milliards en 2021 mais régressent en 2022.

## **La Chine, pivot du commerce international :**

### **- *La Chine est le premier acteur du commerce international :***

90% des échanges mondiaux en volume sont réalisées par le transport maritime et l'atelier de production du monde est en Asie, le plus souvent en Chine. Ce n'est pas un hasard si 90% des conteneurs sont fabriqués en Chine et si 9 bateaux sur 10 sont construits en Chine, au Japon ou en Corée du Sud. Près de 40% des conteneurs mondiaux proviennent ou sont à destination de la Chine, Si on considère L'Asie orientale et du sud-est, ce sont les 2/3.

Si, depuis la guerre en Ukraine, on constate un fort ralentissement de l'activité des routes de la Soie ferroviaire vers l'U.E c'est parce que les assureurs refusent de couvrir le risque et car beaucoup d'acheteurs ne veulent pas dépendre des Russes, en charge de l'acheminement sur une partie du tronçon. C'est là un frein aux échanges mais cela n'empêche pas une poursuite de l'expansion du commerce international.

### **- *La Chine, en quête d'indépendance stratégique :***

La quête d'indépendance présente deux aspects : la volonté de constituer au moyen de subventions, de grands groupes publics dans de nombreux secteurs industriels et le désir de pallier le retard et la dépendance dans de nombreux secteurs de pointe.

Sous l'angle des subventions, la Chine dépense davantage que les autres pays pour aider ses entreprises, l'équivalent de 1.7% du PIB selon *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*. A titre de comparaison, les Etats-Unis dépensent 0.4% de leur PIB.

Sous l'angle de la technologie, la Chine et son système de capitalisme d'Etat, après avoir massivement investi dans les infrastructures ces dernières années, mise sur les technologies du futur. On se souvient de l'ambition affichée en 2021 lors de la présentation du XIVème plan quinquennal lorsque l'investissement dans les semi-conducteurs (part de marché mondiale inférieure à 10%), l'I.A et le quantique avaient été mis en avant.

« China 2025 » ne fait pas autre chose. La Chine veut monter en gamme, réduire le pourcentage d'exportations à faible valeur ajoutée comme le textile, promouvoir la technologie et diminuer sa dépendance envers le monde occidental dans une dizaine de secteurs jugés déterminants pour l'avenir du pays.

Ainsi, la Chine développe rapidement sa production de semi-conducteurs et, en cinq ans, a doublé sa part dans la production mondiale à 9% selon la *SIA (Semiconductors industry association)*, devant Taiwan, désormais assez proche de la part de marché de l'U.E et de celle du Japon mais encore loin des Etats-Unis et de la Corée du Sud.

A cela, a été ajouté, il y a un mois, un plan de \$2300 milliards d'investissements dans les infrastructures avec une composante visant l'autonomie dans le numérique.

La Chine, en réponse aux mesures américaines contre Huawei et d'autres entreprises chinoises, écarte les ordinateurs Dell et HP, et indirectement Microsoft, de l'accès aux marchés publics et demande aux entreprises chinoises de choisir des producteurs locaux comme Lenovo.

Illustration ou exemple de la déglobalisation, Ping An, grand assureur chinois et premier actionnaire de HSBC, a demandé à la banque de couper le groupe en deux et de ne plus superviser depuis Londres la partie asiatique.

### **- *Les dépendances mutuelles : la fragilité de la Chine :***

La question de la présence en Chine taraude les grands groupes internationaux.

Certes les IDE américains en Chine sont tombés ces dernières années de \$30 à \$5 milliards. Apple dont l'essentiel de la production est réalisé en Chine souhaite diversifier ses approvisionnements. Mais les sociétés occidentales restent attirées par le marché chinois des classes moyennes car il est aujourd'hui plus important que le marché américain. Les sociétés continuent donc d'investir et, en 2021, les IDE, investissements directs de l'étranger, en Chine ont atteint un niveau record.

La Chine, à la différence de la Russie de Poutine n'est pas indifférente à la croissance. Elle appréhende de se heurter au piège des pays à revenus intermédiaires si, et c'est vraisemblable, la croissance tombe à 3% d'ici 2030.

A l'heure où la Chine peine à tenir son objectif de croissance du PIB à 5% en 2022, pourtant loin des 10% annuels des dernières décennies, à l'heure où la Chine est confrontée à un important chômage des jeunes et à des difficultés à créer suffisamment d'emplois pour préserver la paix sociale, clé de la pérennité du pouvoir en place, les exportations demeurent son moteur de croissance.

Même si globalement, les importations en pourcentage du PIB ont baissé, la Chine ne peut se passer du reste du monde, comme source d'approvisionnement de composants indispensables et se priver de l'Occident comme débouché à ses productions. Elle est incapable de fabriquer des puces de pointe et dépense toujours plus de 2.5% de son PIB pour acquérir des biens ou des composants de haute technologie, des microprocesseurs américains fournis par AMD, Intel, Nvidia.

La Chine demeure le pôle de production industrielle numéro 1 dans le monde et si, beaucoup d'entreprises occidentales cherchent à déplacer leurs usines vers d'autres pays asiatiques, cela coûte cher.

#### - *L'atout de la Chine dans la production de terres rares :*

La Chine est l'indispensable fournisseur mondial des terres rares. En 2020, la Chine réalisait près de 60% de la production mondiale de terres rares, en raffinaient plus de 80% et détenait près de 40% des réserves. Comme le disait avec ironie Deng Xiaoping « Il y a le pétrole en Arabie Saoudite, il y a les terres rares en Chine ». La Chine n'a pas hésité en 2010 à priver le Japon pendant un an de terres rares suite à un incident sur les îles Senkaku revendiquées par les 2 pays. Un tel incident a poussé les pays occidentaux à réagir et notamment l'Australie, principal producteur hors de Chine, développe ses productions et tente de s'émanciper de la Chine, son premier partenaire commercial.

La Chine a su développer une vision intégrée de l'amont vers l'aval, développer des mines de lithium et de cobalt et devenir le leader mondial dans la fourniture de batteries pour les véhicules électriques avec des sociétés comme CATL, CALB et CETC. Des grandes entreprises minières chinoises, Tianqi Lithium ou Jiangsi Ganfeng, ont pris des participations dans des mines à l'étranger, au Congo, premier producteur mondial de cobalt avec une part de marché de 60% ou au Canada et en Australie dans le lithium.

L'Indonésie, premier producteur mondial de nickel, s'est appuyé sur la Chine pour développer des capacités de raffinage de ce métal.

#### **Les pays occidentaux se donnent les moyens de garder l'avantage :**

Sous l'angle économique, certes, la croissance du PIB en moyenne a baissé dans l'OCDE de 4% dans les années 80 à 1,5% les années avant le Covid ; certes, la hausse des dettes a poussé à la financiarisation des économies ; certes, partout, on a pu constater un recul de l'ascenseur social et un recul de l'Etat providence et cela a favorisé la contestation populiste ; mais l'Ouest représente toujours selon le **FMI** 57% du PIB mondial en prix de marché et 42% du PIB mondial en PPA, à comparer avec 19% pour la Chine.

Sous l'angle commercial, contrairement aux croyances, les pays occidentaux commercent essentiellement entre eux : 70% des échanges des pays européens se font entre pays de la zone, en Amérique du Nord ce pourcentage est de 50% et, si on assiste à des relocalisations, ces pourcentages respectifs augmenteront.

Sous l'angle politique, le rêve d'une convergence de la Chine vers le modèle occidental ne s'est pas réalisé et aujourd'hui beaucoup s'inquiètent du raidissement idéologique chinois. Aussi, la prudence, au nom de la sécurité nationale, commande d'anticiper et de diversifier les approvisionnements de biens jugés essentiels, de prévoir des stocks de précaution et de lutter contre la concurrence déloyale susceptible de fragiliser des entreprises nationales.

Sous l'angle industriel, les pays occidentaux ont pris conscience de certains méfaits des délocalisations industrielles : le déclin de villes moyennes, la fermeture de magasins dans ces villes, des pertes d'emplois ouvriers bien rémunérés remplacés par des emplois précaires dans les services.

Conjoncturellement, les mesures Trump à l'encontre de la Chine ont été inopérantes : à l'import, les taxes ont amputé le pouvoir d'achat des consommateurs américains, à l'export les taxes apposées sur certains produits comme le soja n'ont abouti qu'à une réorientation des flux commerciaux chinois et le Brésil s'est substitué aux États-Unis comme fournisseur privilégié.

Plus fondamentalement, les États-Unis et leurs alliés occidentaux s'efforcent de réduire leur dépendance à la Chine et aux régimes autoritaires. On assiste à une multiplication des initiatives, depuis les aides à la relocalisation, la volonté de promouvoir des filières, l'aspiration à créer des entreprises leaders dans des filières d'avenir comme l'hydrogène. En toile de fond, ici ou là, le rôle de l'État est réaffirmé dans l'accompagnement des filières, l'aide au développement, les formations... c'est à dire la création d'un environnement attractif. On constate en Europe, un renforcement de l'union, économiquement dans des secteurs jugés stratégiques ou financièrement à travers une plus grande mutualisation des dettes et aux États-Unis, on observe une réactivation du « buy American Act ».

La question à poser est celle d'un effet éventuellement contreproductif des relocalisations, à savoir, outre le coût de l'opération, outre les coûts accrus de production, des ruptures d'approvisionnement à cause des relocalisations. On peut toujours délocaliser de la Chine vers le Vietnam mais la nature du régime des deux pays diffère peu et les relocalisations ailleurs en Asie se heurteront peut-être à une moindre efficacité et des prix plus élevés.

Mais voyons les États-Unis puis l'Europe :

- *Les États-Unis :*

Au niveau domestique, trois tendances ont marqué les quarante dernières années : les dépenses publiques sont passées de 32% du PIB en 1980 à 40% en 2019, avant une nouvelle hausse occasionnée par la lutte contre la Covid. Parallèlement, les allègements d'impôts ont été financés par l'augmentation de la dette publique à plus de 1x le PIB. Enfin, les taux de profits des entreprises, en partie grâce à la mondialisation, ont atteint un niveau record à 15% du PIB contre 11% en 1980.

Aujourd'hui, les États-Unis ne veulent pas perdre leur prééminence et entendent relever le défi de leur déclin relatif, notamment grâce à l'aide du plan infrastructures afin de combler le sous-investissement des dernières décennies.

En Asie, Biden, après le retrait en 2017 du TPP décidé par Trump, s'efforce de resserrer les liens avec quelques pays jugés déterminants et met en place l'Ipef, un accord sur des normes communes associant le Japon, l'Australie, l'Inde, la Corée du Sud, l'Indonésie, la Malaisie, la Nouvelle Zélande, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam dans quatre domaines, le numérique, les énergies vertes, la lutte contre la corruption et les chaînes d'approvisionnement.

Nonobstant, cet accord, l'Indonésie continue à acheter du pétrole russe et la Corée du Sud rechigne parfois à s'aligner sur la ligne diplomatique américaine.

- *L'Europe :* 5 points à retenir.

Sous l'angle commercial, le Parlement européen a voté une motion demandant l'arrêt des importations de produits fabriqués par le biais du travail forcé en Chine dans le Xinjiang.

Sous l'angle écologique, L'U.E a décidé de taxer à partir de 2026 à l'import les produits dont la production a provoqué d'importantes émissions de gaz à effet de serre et cela va affecter notamment la Turquie et l'Indonésie, donc des pays qui jusqu'alors ont bénéficié de relocalisations industrielles.

Sous l'angle économique, l'U.E a décidé de fermer les marchés publics européens aux entreprises publiques étrangères abusivement subventionnées.

Sous l'angle politique, il a été décidé de durcir l'accord de Schengen, c'est-à-dire de faciliter le retour à l'étranger des étrangers en situation irrégulière et d'accroître le contrôle aux frontières.

Sous l'angle fiscal, en revanche, alors que 150 pays se sont mis d'accord pour un taux d'IS minimum de 15%, en Europe, la mise en œuvre de l'accord est suspendue au blocage de la Hongrie.

### **La conscience des dépendances mutuelles :**

Entre démocraties et autocraties, les liens économiques sont souvent étroits et seraient malaisés à délier.

- Sous l'angle commercial, sur les \$700 milliards d'excédents commerciaux chinois, \$500 milliards sont réalisés avec les pays occidentaux et la Chine, aux prises avec ses problèmes domestiques ne peut s'en passer.
- Sous l'angle financier, 1/3 des IDE (investissements directs à l'étranger) dans les régimes autoritaires appartient à des sociétés occidentales. Vendre ces participations serait malaisé comme en témoignent les difficultés rencontrées par les entreprises occidentales pour se retirer de Russie.
- Sous l'angle économique, les démocraties ont besoin de matières premières et celles-ci sont souvent produites dans des pays à régime autoritaire. Dans le même temps, les autocraties ont besoin des débouchés dans les démocraties car ces dernières, pour longtemps, demeurent les principaux marchés de consommation, les pays les plus riches.

Comme le rappelle *Alain Frachon* « Au pic de la guerre froide, les échanges entre Américains et Soviétiques ne dépassaient pas \$2 milliards/an. Aujourd'hui, entre la Chine et les États-Unis, les échanges se montent à \$2 milliards/jour ».

- Sous l'angle monétaire, les liens ne seraient pas non plus faciles à défaire : si sur les \$12000 milliards de réserves de change dans le monde à la fin 2021, 60% étaient en \$, 20% en €, les autocraties ont \$7000 milliards de réserves de change souvent libellées en devises occidentales. La Chine avec \$3200 milliards de réserves de change détient près de la moitié de ce total et ne peut donc être isolée.

### **Conclusion :**

Pour l'heure, contrairement aux discours, on ne constate pas de déglobalisation et, depuis l'invasion de l'Ukraine, il n'y a pas baisse de l'usage du \$ mais, au contraire, augmentation et appréciation. Mais retenons 5 points :

- ***La crise économique est perceptible dans de nombreuses autocraties*** : parmi les autocraties, beaucoup sont aux prises avec des difficultés majeures. On pense à la Turquie avec des classes moyennes appauvries par une inflation officielle supérieure à 73% conséquence de l'obstination d'Erdogan à abaisser les taux d'intérêt. On pense à la Russie confrontée, entre autres, à une hausse de l'émigration de diplômés et une stagnation démographique. On pense au Brésil avec un Bolsonaro sur le point de perdre l'élection de l'automne après avoir multiplié les erreurs...
- ***Les tentations de repli sont diverses*** : plus d'une trentaine de pays, notamment la Russie pour les céréales à destination de certains pays, l'Inde pour le blé, la Malaisie pour les volailles, l'Argentine pour l'huile de soja, bloquent les exportations de certains produits. L'idée est de protéger les populations locales, le risque est d'aggraver les tensions sur les prix de ces produits.
- ***L'imbrication des échanges est une réalité incontournable*** : confrontées lors de la crise de la COVID à des ruptures dans les approvisionnements, les entreprises, surtout dans les secteurs jugés stratégiques, veulent abandonner l'organisation de la production à flux tendu, le zéro stock. Mais, souvent, les grandes entreprises multinationales dépendent de chaînes de sous-traitants implantés à travers le monde.
- ***Les grands enjeux sont internationaux et requièrent une coopération*** : « *Le progrès n'a jamais été qu'une perspective consolante* » disait *Kant* mais si l'espérance de vie dans le monde est passée de 50 ans en 1960 à 75 ans, c'est grâce à la coopération médicale. Aujourd'hui, raison d'optimisme après l'épidémie de Covid, jamais un vaccin n'a été plus rapide à lancer. La collaboration mondiale est tout aussi nécessaire dans la lutte contre le réchauffement climatique, car, de l'inaction sur le climat, il résulte un décrochage de la jeunesse vis-à-vis du modèle démocratique et capitaliste et une impatience.

- **Il faut éviter le protectionnisme** : la globalisation a permis de diversifier l'offre et de gros progrès dans la lutte contre la pauvreté ont pu être réalisés : en 1984, près de 40% de la population mondiale vivait avec moins de \$1.90/jour, aujourd'hui, 10%. L'aggravation des inégalités n'est pas une résultante de la globalisation mais provient des politiques monétaires et fiscales menées par beaucoup d'Etats. Aujourd'hui, il est trop tôt pour évaluer le coût des relocalisations dans la poussée récente de l'inflation. Indéniablement, un retour au protectionnisme aggraverait structurellement l'inflation. En d'autres termes, à mi-chemin entre globalisation et protectionnisme, la diversification des fournisseurs est sans doute la voie à préconiser et le FMI va dans ce sens. Si la démondialisation devait gagner en influence, des pays très ouverts sur l'extérieur comme l'Allemagne seraient affectés.

Genève, le 13 juillet 2022

*Bruno Desgardins*

**Bruno Desgardins**  
CIO  
Switzerland



**SingAlliance Pte Ltd**

20 McCallum Street  
#18-01 Tokio Marine Centre  
Singapore 069046  
T: +65 6303 5050  
E: [info@sing-alliance.com](mailto:info@sing-alliance.com)

**SingAlliance (Switzerland) SA**

16bis rue de Lausanne  
1201 Geneve  
Switzerland  
T: +41 22 518 85 85  
E: [info.switzerland@sing-alliance.com](mailto:info.switzerland@sing-alliance.com)

**SingAlliance (Hong Kong) Ltd**

Unit 904-907, 9/F Dah Sing Financial Centre  
248 Queen's Road East  
Wanchai, Hong Kong  
T: +852 9685 9300  
E: [info.hongkong@sing-alliance.com](mailto:info.hongkong@sing-alliance.com)

**SingAlliance Pte Ltd  
(DIFC Representative Office)**

The Gate, Level 13 East, Office 10, DIFC  
PO Box 121208 Dubai, UAE  
T: +971 (0) 4 401 9158  
E: [info.dubai@sing-alliance.com](mailto:info.dubai@sing-alliance.com)



Ce document ne constitue ni une offre ni une invitation à acheter ou à souscrire des instruments financiers. Les informations contenues dans ce document proviennent de sources publiques soigneusement sélectionnées. Malgré la réalisation de toutes les diligences requises pour s'assurer que ces informations soient exactes au moment de leur publication, aucune déclaration de garantie n'est faite quant à leur exactitude, exhaustivité ou sincérité. Toute opinion contenue dans le contexte actuel peut être modifiée à tout moment sans préavis. La performance passée n'est pas indicative des résultats futurs.